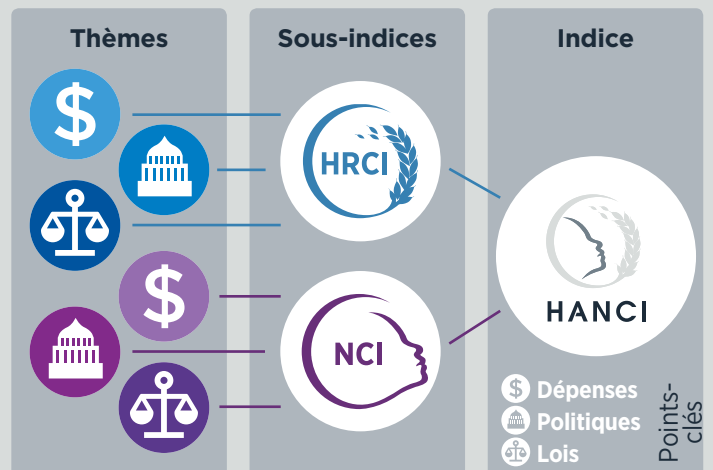
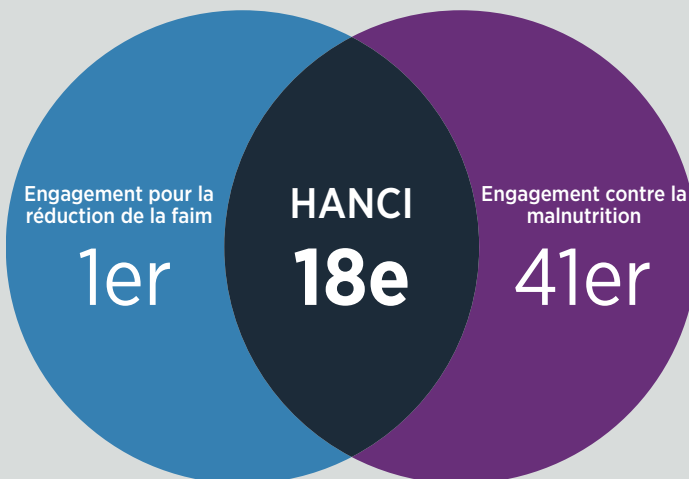



Chine: Données clés


Taux actuels de d'émaciation : 1.9% retard de croissance : 8.1% Proportion souffrant d'insuffisance pondérale : 2.4%

Source: Gouvernement chinois (CNHS, 2013)

Bons résultats

- Les investissements publics dans le secteur de la santé sont relativement élevés, atteignant 10.1% de l'ensemble des dépenses publiques en 2015.
- Chine : l'État a assuré la sécurité foncière des populations rurales. La délivrance de titres de propriété est courante et les marchés fonciers fonctionnent bien. Des politiques promeuvent un accès équitable aux ressources foncières communes. Il en est ainsi depuis longtemps.
- L'État encourage des services de vulgarisation et de recherche agricoles variés, et les organisations d'agriculteurs locales participent à l'établissement des priorités des politiques. Le système de vulgarisation est efficace et atteint les agriculteurs pauvres de façon satisfaisante. Les politiques, stratégies et mécanismes gouvernementaux visent à assurer l'égalité hommes-femmes dans l'accès aux services de vulgarisation.
- La stratégie/politique nationale en matière de nutrition fixe des objectifs de nutrition assortis de délais et un mécanisme multipartite et multisectoriel de coordination des politiques a été mis en place.
- Chine : l'État promeut les pratiques d'alimentation complémentaire.
- Chine : en 2015, 96.7% de la population a accès à une source d'eau potable améliorée.
- Chine : 96.2% des femmes de 15 à 49 ans ont été vues, au moins une fois pendant leur grossesse, par un agent de santé qualifié en 2014.
- Chine : dans ce pays, le niveau de protection constitutionnelle du droit à la sécurité sociale est bon.
- Le taux d'enregistrement des naissances (92.8% en 2011) est élevé, permettant potentiellement l'accès des enfants à des services publics importants tels que la santé et l'éducation.

Points à améliorer

- Chine : dans ce pays, les lois garantissent l'égalité des droits économiques et des droits d'accès à la propriété des terres agricoles entre hommes et femmes. Cependant, ces lois ne sont pas effectivement appliquées et les pratiques discriminatoires à l'encontre des femmes persistent, accentuant leur vulnérabilité à la faim et à la malnutrition.
- Chine : comparée à celle d'autres pays de l'HANCI, la politique nationale de développement à moyen/long terme de ce pays (13th five-year plan for economic and social development of the People's Republic of China) accorde peu d'importance à la nutrition.
- Chine : ce pays ne dispose pas de ligne budgétaire distincte pour la nutrition ; cela rend impossible la transparence et la responsabilisation des dépenses.
- Chine : les décideurs ne disposent pas d'enquêtes régulières sur la nutrition qui soient statistiquement représentatives au niveau national. La dernière enquête a été publiée en 2010.
- Chine : l'État n'a distribué que deux fortes doses de supplément en vitamine A à 29 % des enfants en 2011.

**Indice d'engagement pour la réduction de la faim (HRCI)**

Dépenses publiques	Résultat*	Année	Rang HRCI sur 45
\$ Part des dépenses publiques consacrées à l'agriculture dans totales ¹	9.3%	2014	11er
\$ Part des dépenses publiques consacrées à la santé dans totales ²	10.1%	2015	9e
Politiques			
Accès à la terre (sécurité foncière) ³	Très bon	2016	1er
Accès aux services de vulgarisation et de recherche agricoles ³	Bon	2013	12e ex aequo
Système d'état civil: taux d'enregistrement des naissances vivantes	92.8%	2011	5e
Fonctionnement des systèmes de protection sociale ³	Moyen	2016	5e ex aequo
Lois			
Niveau de protection constitutionnelle du droit à l'alimentation ³	Moyen	2017	10e ex aequo
Égalité d'accès hommes-femmes aux terres agricoles (droits de propriété) ⁴	Dans la loi, pas dans la pratique	2014	4e ex aequo
Égalité hommes-femmes des droits économiques ⁴	Dans la loi, pas dans la pratique	2014	1er ex aequo
La Constitution reconnaît le droit à la protection sociale (oui/non)	Oui	2017	1er ex aequo

¹ Pas de benchmark² Pas de benchmark³ Résultats possibles: ● Très médiocre/Médiocre ● Moyen ● Bon/Très bon⁴ Résultats possibles: ● Pas dans la loi ● Dans la loi, pas dans la pratique ● Dans la loi et dans la pratique**Indice d'engagement contre la malnutrition (NCI)**

Dépenses publiques	Résultat*	Année	Rang NCI sur 45
\$ Budget distinct pour la nutrition (Non/Sectoriel uniquement/Oui)	Non	2017	35e ex aequo
Politiques			
Taux d'enfants supplémentés en vitamine A	29%	2011	35e ex aequo
L'État promeut une alimentation complémentaire (oui/non)	Oui	2012	1er ex aequo
Population ayant accès à une source d'eau améliorée	96.7%	2015	3e
Population ayant accès à un assainissement amélioré	75%	2015	5e
Visites médicales pour les femmes enceintes	96.2%	2014	6e ex aequo
Importance de la nutrition dans la politique nationale de développement ¹	Faible	2016-2020	42e
Stratégie/politique nationale en matière de nutrition (oui/non)	Oui	2017	1er ex aequo
Coordination multipartite et multisectorielle des politiques (oui/non)	Oui	2017	1er ex aequo
Objectifs de nutrition assortis de délais (oui/non)	Oui	2012	1er ex aequo
Enquête nationale sur la nutrition ces 3 dernières années (oui/non)	Non	2010	40e ex aequo
Lois			
Consécration du CICS [^] dans le droit interne ²	Faiblement consacre dans le droit	2016	34e ex aequo

¹ Résultats possibles: ● Faible ● Modérée ● Grande (remarque : par rapport aux autres pays)² Résultats possibles: ● Non consacré dans le droit ● Faiblement/Largement consacre dans le droit ● Pleinement consacré[^] Code international de commercialisation des substituts du lait maternel